

<b>DATES</b>	<b>FAITS</b>
<b>1902- 24 Décembre</b>	<p>Loi qui aménage le Sahara algérien en circonscription administrative : "Les Territoires du Sud".</p> <p>Ces territoires du Sud forment une entité administrative séparée, dotée de la personnalité juridique et d'un budget propre.</p> <p>Les premiers jalons d'une tentative de partition de l'Algérie sont mis en place.</p>
<b>1903 – 21 Février</b>	Loi forestière qui instaure le régime de la responsabilité collective.
<b>1903 – Avril</b>	<p>Pétitions des populations algériennes adressées au Président de la République Loubet, demandant</p> <p>la suppression des expropriations,</p> <p>la modification du code forestier,</p> <p>l'abrogation de la loi sur la responsabilité collective.</p>
<b>1903 – 5 Mai</b>	Nomination de Jonnart au poste de Gouverneur Général.
<b>1903 – 17 Octobre</b>	Arrêté du Gouverneur Général instituant une Commission Consultative du Travail.
<b>1903</b>	<p>Naissance de Mahmoud Latrèche à Jérusalem (Palestine) d'une famille algérienne émigrée qui a fui l'occupation coloniale.</p> <p>Quelques étapes de sa vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A créé à Haifa en 1917 le premier syndicat des ouvriers du bâtiment.</li> <li>• En 1926, il adhère au Parti Communiste Palestinien (PCP).</li> <li>• 1927-1930, il suit ses études à l'École d'Orient de Moscou.</li> <li>• 1930, membre du Bureau Politique du PCP.</li> <li>• 1931-1933, arrêté par les autorités britanniques de Palestine. Il est condamné à deux ans de prison.</li> <li>• 1933, membre du BP du Parti Communiste Syro-Libanais. Il est en outre chargé de réorganiser le Parti Communiste Egyptien et de mettre en place le Parti Communiste Irakien.</li> <li>• 1935, arrêté par les autorités françaises à Damas.</li> <li>• 1935 août : le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste (IC) qui tient son Congrès à Moscou, le désigne comme membre de son Comité Exécutif.</li> <li>• 1938, se déplace en mission à Paris. Il est arrêté par les autorités françaises.</li> <li>• Après sa libération l'I.C. le désigne pour aller en Algérie où il est arrêté en 1939.</li> <li>• 1943-1946, responsable à Alger du syndicat des ouvriers du bâtiment.</li> <li>• 1946-1955, membre du comité de rédaction de l'organe central du P.C.A. en langue nationale "<i>Al Djazair – El-Djadida</i>".</li> <li>• Il est arrêté pendant la guerre de Libération Nationale.</li> <li>• 1962-1965, membre du Comité de rédaction de l'organe central de l'U.G.T.A. "<i>Révolution et Travail</i>" ;</li> <li>• A partir de 1968 il fait un long séjour à Berlin, capitale de la RDA où il rédige ses mémoires "<i>Les chemins de la lutte</i>".</li> <li>• En 1974 il retourne à Alger où il passe les dernières années de sa vie ; suivant de très près le mouvement progressiste dans les pays arabes.</li> <li>• 1981 février : mort de Mahmoud Latrèche. Il est enterré au cimetière d'El Kettar</li> </ul>

	à Alger.
<b>1904</b>	La fédération nationale des cheminots d'Algérie comptait en 1904, 27 syndicats avec 3430 membres.
<b>1904 – 18 Septembre</b>	Décret appliquant à l'Algérie la loi du 1er juillet 1901 relative au droit d'association.
<b>1905 – 1<sup>er</sup> Mars</b>	Décret sur la législation du travail abrogeant celui du 21 mars 1902. Ce nouveau texte soumet à la surveillance des ingénieurs et des contrôleurs des mines, les établissements industriels, usines, manufactures, chantiers ou ateliers et, le travail des enfants dans les mines, minières et carrières.
<b>1905 - 9 Décembre</b>	Loi instituant la séparation du culte et de l'Etat. Elle institue le système des " <i>Associations Cultuelles</i> ". Ces associations cultuelles devaient se déclarer conformément à la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et indiquer les limites territoriales dans lesquelles elles fonctionneraient. Elles étaient habilitées, tant à percevoir des cotisations et à faire des collectes parmi leurs membres qu'à percevoir des rétributions pour les services religieux.
<b>1907 – 2 Janvier</b>	Loi qui décide que les édifices affectés à l'usage du culte ainsi que les meubles les garnissant continueraient d'être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.
<b>1907</b>	Constitution de la Bourse de Travail d'Annaba.
<b>1907 – 27 Septembre</b>	Décret appliquant à l'Algérie la loi de 1905 établissant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle reconnaissait la liberté de conscience et proclamait la liberté du culte.
<b>1907 – 2 Décembre</b>	Fondation de l'hebdomadaire " <i>l'Islam</i> ".
<b>1907 Décembre</b>	Fondation du journal " <i>Lutte Sociale</i> " organe du Parti Socialiste de l'Oranie. Le premier numéro est paru à Sidi Bel Abbés. Pierre Larribère en était le fondateur.  " <i>Lutte Sociale</i> " est devenue après le Congrès de Tours en 1920, l'organe de la fédération algérienne du P.C.F.  Après le Congrès constitutif du P.C.A. en octobre 1936, elle s'est transformée en organe central du P.C.A.  Le journal a été interdit en 1939.  Il est réapparu en 1946 avec un nouveau titre " <i>El-Djazair El-Djadida</i> " en langue nationale.  C'est un des plus anciens journaux du mouvement national algérien.
<b>1907 - 1908</b>	Congrès constitutif de la Fédération algérienne du parti socialiste sous la présidence de Marcel Cachin.
<b>1908 – 13 Avril</b>	Loi décidant que l'Etat, les départements et les communes pouvaient engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur était reconnue.
<b>1908 – 24 Septembre</b>	Décret qui porte élection des membres algériens au Conseil Général. Malgré tout, la composante change très peu de ce qu'elle était.  En effet, le collège électoral est très restreint. Ce sont toujours les propriétaires fonciers, les cadis qui sont membres du Conseil Général.

<b>1908 – 24 Septembre</b>	Différentes prophéties populaires continuaient de courir : <i>"annonçant que de Fès à Alger tout le monde allait travailler au soulèvement et qu'un mystérieux Hadj Kada allait se manifester"</i> .
<b>1909 – 11 Janvier</b>	Arrêté du Gouverneur Général organisant en Algérie le service de l'inspection du travail. Une inspectrice du travail en résidence à Alger assiste les inspecteurs départementaux dans la surveillance des établissements industriels ou commerciaux où prédomine l'élément féminin.
<b>1909 – 21 Janvier</b>	Un décret est promulgué rendant applicable à l'Algérie la législation "métropolitaine" sur le repos hebdomadaire.
<b>1909 – 17 Mars au 1<sup>er</sup> Avril</b>	Grève sur le réseau de chemin de fer Annaba Guelma. Cette grève <i>"se terminera par l'octroi des principales revendications"</i> .
<b>1909 – 13 Juillet</b>	Circulaire par laquelle le Ministre de l'Intérieur soumet la désignation des agents du culte à son agrément.
<b>1909 – 28 Décembre</b>	Important meeting à Annaba qui a rassemblé 3000 personnes. Les orateurs réclament la suppression du Code de l'indigénat, les impôts arabes et des tribunaux d'exception.
<b>1910</b>	La grève générale des cheminots eut des répercussions en Algérie. Une souscription est organisée dans Lutte sociale.
<b>1910 – 28 Août</b>	Grève des dockers de Skikda. Les grévistes ont organisé un : <i>"cortège de manifestants algériens, précédé d'un drapeau vert frappé du croissant et de l'Etoile"</i> .
<b>1910 – 5 Octobre</b>	<i>"Lutte Sociale" lance un appel : "aux populations d'Algérie où elle dénonce l'indigénat, les tribunaux répressifs... Ici ne sont pas appliquées les lois ouvrières si dérisoires qu'elles soient ailleurs... ici nous français, nous sommes tenus en sujétion et les indigènes les vaincus sont mis hors de la loi humaine"</i> .
<b>1911 – 1<sup>er</sup> Août</b>	<i>"Lutte Sociale" publie un appel aux « Instituteurs indigènes »</i> signé de Kebaili.
<b>1911</b>	L'application du service militaire rencontra une violente opposition auprès des masses algériennes qui ont préféré émigrer vers les pays musulmans (Turquie, Syrie, Palestine) plutôt que d'accepter de servir dans l'armée française. Cette <i>"Hijra"</i> a touché deux régions du pays : Tlemcen et la Petite Kabylie.
<b>1912 – 3 Février</b>	Décret sur le recrutement des Algériens. Les appelés au tirage au sort étaient incorporés pendant trois ans dans l'armée française.
<b>1912 – Fin Mars</b>	Importante grève à Mers-El-Kebir dans les carrières et entreprise de construction du port à la suite d'un accident du travail qui causa la mort d'un ouvrier. Les ouvriers réclamaient l'application de la loi sur les accidents du travail en Algérie, ainsi que toutes les autres lois sociales.
<b>1912 – 23 Mai</b>	Manifestations à Nédroma contre le projet de conscription.
<b>1912 – 18 Juin</b>	Manifeste du mouvement « Jeunes Algériens » remis au Gouvernement Français.
<b>1912 – 28 Septembre</b>	IIème Congrès de la Fédération socialiste de l'Algérie en présence de Marcel Cachin. Ce congrès avait inscrit à son 7 <sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : « La Question indigène »

	<p>moyen à employer pour que la propagande atteigne le prolétariat indigène. Navarro délégué d'Alger expose les difficultés auxquelles se heurte le parti socialiste pour atteindre le prolétariat indigène : <i>« malheureusement dit-il notre désir de faire son éducation sociale se heurte à des difficultés insurmontables en raison des rigueurs de la législation algérienne et de l'accusation terrible que l'on fait retentir aux oreilles des militants qui s'aventurent sur ce terrain immédiatement soupçonnés d'excitation d'indigènes à la révolte »</i></p> <p>Ce congrès adopte une résolution de Marcel Cachin tendant à envoyer deux ou trois parlementaires socialistes en Algérie pour y étudier la situation et pour que les protestations des indigènes soient portées par les nôtres à la tribune, que les réformes urgentes qu'ils demandent soient exigées par les nôtres ». (in : Lutte Sociale)</p>
<b>1912</b>	Bachir El Ibrahimi s'installe à Médine pour poursuivre ses études.
<b>1913 - Juin</b>	Un Congrès Arabe se tient à Paris. Il appelle à la révolte pour aboutir à la constitution de la Nation Arabe.
<b>1913 – Juillet</b>	Un journaliste de la « <i>Voix du Peuple</i> » en tournée en Algérie, note l'apparition d'un prolétariat algérien qui pénètre, écrit-il, dans toutes les industries... et concurrence de plus en plus la main d'œuvre européenne. Il appelle donc les syndicats à se pencher sur l'organisation de ce nouveau prolétariat. <i>« J'ai la conviction, écrit-il, que dans l'agriculture, les mines, etc. il sera impossible de faire aboutir les revendications si l'indigène est tenu à l'écart de l'action engagée et des avantages à obtenir ; et il ajoute plus loin : « aucun avantage n'a été donné aux indigènes, en compensation des devoirs qui leur sont imposés, ils sont les paria de la colonie. Les indigènes sont les vaincus, les faibles, mais ils sont le pivot de l'organisation ouvrière algérienne ».</i> (in : <i>Voix du Peuple</i> juillet 1913).
<b>1913</b>	<p>La dépossession des fellahs algériens les poussait vers la paupérisation. C'est ce que les plus lucides parmi les agents de l'administration coloniale craignaient le plus. <i>« le plus grand danger pour le pays déclarait Burdeau devant le Sénat : c'est la formation d'un prolétariat indigène »</i>.... Van Vollenhoven dans un livre consacré au fellah algérien écrit : <i>« si l'on estime comme moi que cette chute du peuple indigène dans le prolétariat constitue un grave danger pour l'avenir, qu'elle nous enlèverait notre moyen d'action le plus puissant sur la race vaincue..., elle ouvrirait dans la colonie une question sociale d'autant plus farouche, qu'elle se grefferait sur des antipathies de race et de religion ; on en conclura qu'il est temps de songer au moyen de prévenir une telle éventualité »</i> (in : Van Vollenhoven. Le fellah algérien 1914).</p> <p>De son côté Abel Ferry déclarait en 1913 devant la chambre des Députés : <i>« vingt cinq ans vous aurez en Algérie un prolétariat ouvrier et l'histoire montre, que quand les problèmes sociaux puisent leur force dans des complications religieuses et des ressentiments nationaux ; ils sont alors d'une force d'explosion incomparable »</i> (in : Ageron...).</p> <p>Ces types de déclaration sous forme de mise en garde ont couvert toutes les dernières soixante années de la période coloniale.</p>
<b>1914 – 24 Avril</b>	Congrès de l'Union départementale des syndicats de l'Oranie avec la participation de 17 syndicats : les cheminots, les instituteurs, les marins, les cuisiniers...
<b>1914 – 4 Août</b>	Bombardement des ports de Skikda et d'Annaba par les bateaux de guerre allemands.
<b>1914 – 5 Octobre</b>	Soulèvement populaire des Beni-Chougrane.

<b>1915 – 10 Mars</b>	Abdelmalek oncle de l'Emir Khaled passe dans la zone espagnole du Maroc et prêche le « <i>Djihad</i> » dans le Riff.
<b>1916 - Janvier</b>	Un Comité Musulman pour l'indépendance de l'Algérie est constitué à Berlin.
<b>1916 – 27 Juin</b>	Troisième conférence des nationalités à Genève à laquelle prirent part les délégués de la Tunisie et de l'Algérie.
<b>1916</b>	Au cours de ce début du XXème siècle, la résistance à l'occupant colonial prend désormais une nouvelle forme. Dans tout le pays on voit se développer des « bandits d'honneur ». Un peu partout, des fermes, des colons, des cars de voyageurs... sont attaqués, exemple les actions de Bouziane El-Kalli à l'ouest, Benzemat dans les Aurès.
<b>1916 – 10 Novembre</b>	Début du soulèvement populaire dans les Aurès. Un millier de résistants armés attaquent le Bordj de Mac Mahon.
<b>1916 - Novembre</b>	Congrès de Paris de la Ligue des droits de l'homme. Il proclame que le futur traite de paix doit : « <i>consacrer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes</i> ».
<b>1918 – Début Janvier</b>	Publication du programme en quatorze points du Président des États-Unis, Wilson : " <i>le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est affirmé</i> ".
<b>1918 – 30 Janvier</b>	Nomination de Jonnart au Poste de Gouverneur Général.
<b>1918 – 21 Juin</b>	Suppression des impôts arabes dans l'Algérie du Nord.
<b>1918 - Juillet</b>	Le rapport mensuel du Gouverneur Général note que les algériens s'intéressent de plus en plus à la lecture du « <i>Journal de Genève</i> » où <i>ils espèrent, dit-il, trouver une documentation plus impartiale que nos propres journaux</i> ». (Archives d'Aix. 11 H.46.).
<b>1918 – 1<sup>er</sup> Septembre</b>	L'Emir Khaled est démobilisé avec le grade de capitaine.
<b>1919 – 4 Février</b>	Loi : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qui élargit le corps électoral musulman : 420.000 Algériens acquièrent le droit électoral.</li> <li>• Qui facilite l'accès à la citoyenneté française</li> <li>• Qui porte élection des djemaas.</li> <li>• Qui crée le corps des Caid.</li> </ul> <p>C'est une loi assimilationniste. Elle permet l'émergence de nouvelles couches sociales qui à la faveur de leur fonction accèdent à la fortune.</p>
<b>1919 – 6 Février</b>	Décret qui décide que les Conseillers Généraux Musulmans seront élus par les collèges électoraux municipaux et élargit l'accès aux listes électorales. Le corps électoral passe de 5.090 à 103.000 personnes (mais ce total ne représente que 10% de la population musulmane masculine âgée de plus de 25 ans). En plus il porte le nombre des conseillers musulmans du ¼ au 1/3 de l'effectif européen.
<b>1919 – 5 Mars</b>	Premier Manifeste de l'Internationale Communiste relatif à la question coloniale.
<b>1919</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 53 grèves comprenant 7.836 grévistes.

<b>1920 – 1921</b>	Sécheresse avec épidémie de typhus et famine. On a recensé à travers tout le pays des cas d'inanition. <i>L'Echo d'Oran</i> et <i>L'Echo d'Alger</i> parlaient de cadavres dans les rues : « <i>des femmes portant dans leurs bras leurs petits enfants morts d'inanition</i> ».
<b>1920 – Mars</b>	Séries de grèves à Oran, les corporations suivantes débrayent : boulangers, bacheurs, charbonniers, cavistes, carrossiers, ébénistes, espadrilleurs, gaziers, imprimeurs, maréchaux-ferrants, métallurgistes, marbriers, tailleurs de pierre, maçons, tonneliers, serruriers...
<b>1920 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Environ 2.000 travailleurs algériens défilent dans les rues d'Oran aux cris de « <i>Vive Lénine, Vive Trotsky</i> ».
<b>1920 – 29 Mai</b>	Congrès des Maires d'Algérie. Ils protestent en termes violents contre les droits électoraux accordés aux Algériens.
<b>1920 – Juin</b>	L'Emir Khaled est élu successivement délégué financier puis conseiller général à de très fortes majorités malgré l'opposition de l'administration française.
<b>1920 – 9 Octobre</b>	Démission des Conseillers Municipaux d'Alger en vue de permettre une réconciliation avec l'Emir Khaled.
<b>1920 – 30 Décembre</b>	Déclaration de Morinaud député colon de Constantine : " <i>Avec le vent qui souffle de Moscou, il est à craindre qu'avant peu nous ayons en Afrique du Nord des émissaires musulmans prêchant l'insurrection</i> " (in : <i>Echo d'Oran</i> 30 décembre 1920).
<b>1920 – 30 Décembre</b>	Développement de l'insécurité à travers tout le pays. Le député Roux-Fressineng déclarait à la chambre des députés le 30 décembre 1920 : " <i>Cela a commencé après l'armistice, lors de la démobilisation... Les attentats les plus divers et les plus graves, les agressions par bandes armées se sont succédés sans interruption dans les fermes, sur les chemins, sur les voies ferrées. Jamais on n'avait vu cela en Algérie</i> ".
<b>1920</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 28 grèves comprenant 6.250 grévistes.
<b>1921 – 30 Avril</b>	« <i>Lutte Sociale</i> » note le développement de la conscience nationale à travers tout le pays : « <i>L'idée nationale s'éveille dans la conscience indigène... Il n'en est pas moins douteux que ce sera un rude coup pour les Etats capitalistes que la constitution de leurs colonies en Etats indépendants... Nous voyons que loin de se montrer hostiles aux aspirations d'indépendance nationale, les socialistes doivent les envisager d'un œil favorable</i> ».
<b>1921 – 7 Mai</b>	La section communiste de Sidi-Bel-Abbès vote une résolution à contenu raciste et en opposition avec l'appel de la III Internationale relatif au mouvement de libération nationale. Des sanctions sont prises entraînant l'expulsion des auteurs de cette résolution.
<b>1921 – Juin</b>	Création par le Parti Communiste Français du Comité d'Etudes Coloniales chargé de mettre en application les appels de Lénine et de la III Internationale.
<b>1921 – Juillet</b>	Le PCF met en place l'Union Intercoloniale.
<b>1921 – Juillet</b>	Désignation d'un nouveau Gouverneur Général de l'Algérie : Steeg.
<b>1921 – 9 Octobre</b>	Elections municipales d'Alger « <i>Malgré des pressions intolérables la liste que patronnait l'Emir Khaled est élue. Pour la quatrième fois consécutive le collègue</i>

	<i>électoral d'Alger manifestait sa confiance à l'Emir Khaled.</i>
<b>1922 – Avril</b>	Voyage du Président de la République Millerand en Algérie.
<b>1922 – 1<sup>er</sup> Avril</b>	Premier tirage du journal « Le Paria » de l'Union Intercoloniale. Parmi ses principaux rédacteurs il y a les noms d'Ho Chi Minh et de Camille Larrivière.
<b>1922 – 20 Avril</b>	L'Emir Khaled présente au Président Millerand les revendications du peuple algérien.
<b>1922</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 16 grèves comprenant 1295 grévistes avec 3.331 journées de chômage.
<b>1923 – 6 Février</b>	Réunion à Alger du Gouverneur Général avec les deux résidents généraux celui de Rabat et de Tunisie. Les points suivants étaient à l'ordre du jour.  Ils ont été définis par le discours de Steeg Gouverneur Général de l'Algérie : « Les problèmes de la santé publique, de l'ordre intérieur, de la sécurité extérieure retiennent au même titre notre attention. Il est des contagions physiques, morales, politiques dont nous éviterons les désastreux effets en les combattant ensemble immédiatement à leur point de départ. (Archives d'Aix en Provence).
<b>1923 – Décembre</b>	Tirage du 1er numéro du journal "La Caserne" en arabe.
<b>1923</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 13 grèves comprenant 3.100 grévistes avec 22.616 journées de chômage.
<b>1924</b>	Mahmoud Ben Lehal est arrêté à Mayence à cause de sa propagande anti-militariste au sein des troupes coloniales stationnées dans le Rhur.
<b>1924 – Mai</b>	Hadj Ali Abdelkader se présente aux élections législatives françaises.
<b>1924 – Mai</b>	Tirage d'un tract en arabe et en français par la CGTU à l'occasion du 1 <sup>er</sup> Mai.
<b>1924</b>	Au moment du transfert des cendres de Jean Jaurès au panthéon et lors de l'enterrement d'Anatole France plusieurs milliers d'Algériens participent aux manifestations avec des drapeaux rouges.
<b>1924 – 20 Juin</b>	Meeting de l'Union Intercoloniale contre la guerre du Maroc.
<b>1924 – Juillet</b>	Congrès de l'Internationale Communiste : critiques au PCF pour insuffisance en matière d'aide aux peuples colonisés.
<b>1924 – 11 Juillet</b>	Circulaire de Camille Larrivière, secrétaire de la Commission Centrale Coloniale pour organiser des réunions en vue de recruter des militants des pays colonisés.
<b>1924 – 12, 19 Juillet</b>	Réunion de l'Union Intercoloniale avec la participation de l'Emir Khaled.
<b>1924 - Octobre</b>	Les Nord-Africains émigrés à Bordeaux participent aux luttes contre le colonialisme sous la direction de Sebti Abderrahmane.
<b>1924 – Novembre</b>	Création de l'Etoile Coloniale par le PCF. Plusieurs algériens suivent des cours donnés dans les écoles du PCF dont Messali Hadj.
<b>1924 - Décembre</b>	L'Intercoloniale Communiste accorde un crédit aux deux sections d'Indochine et d'Afrique du Nord.
<b>1924 – 7 Décembre</b>	Congrès des ouvriers nord-africains de la région parisienne.
<b>1924</b>	Au cours de cette année il y eut sans l'ancien département d'Alger 15 grèves

	comprenant 2.124 grévistes avec 84.151 journées de chômage.
<b>1925 – Mars</b>	Distribution de tracts auprès des nord-africains de Saint-Etienne.
<b>1925 – 15 Mars</b>	Congrès de l'Union Départementale d'Alger du syndicat CGTU. Le délégué Maria fait la déclaration suivante : <i>“C'est au prolétariat indigène qui est le plus exploité que nous devons nous intéresser activement. L'indigène constitue un élément de concurrence vis-à-vis du travailleur européen parce qu'il est payé beaucoup moins. Nous devons enrayer ce mouvement en élevant à leur devoir de classe nos camarades indigènes et en les groupant dans nos organisations syndicales. Il nous faut penser à jeter les bases de cette organisation ».</i> (in Vie Ouvrière).
<b>1925 – 22 Mars</b>	Congrès de l'Union Départementale d'Oran du syndicat CGTU.
<b>1925 – 22 Mars</b>	Congrès de fusion des différentes sections d'Algérie du Parti Communiste. La Fédération algérienne du PCF est constituée.
<b>1925 – Mars</b>	Congrès de l'Union Régionale d'Algérie des syndicats CGTU en présence de 36 délégués représentant 45 syndicats.
<b>1925 – Avril</b>	Distribution de tracts par le Parti Communiste Français chez les travailleurs émigrés de Metz.
<b>1925 – Avril</b>	Congrès des travailleurs nord-africains de Douai.
<b>1925 – 24 Mai</b>	Congrès des travailleurs nord-africains de Marseille.
<b>1925 – Mai</b>	Elections municipales d'Alger. L'Emir Khaled dirige la liste du Bloc ouvrier et paysan. Ci-joint les noms des candidats. Emir Khaled. Mahmoud Ben Lekhal. Haddou Abdelkader, avocat directeur de l'Ikdam. Raïs Mourad avocat. Yousfi Hamidou, secrétaire du Comité Fraternité algérienne. Hadj Ferchouka Amara, cheminot. Meradi Mohamed, cheminot. Bru Gaston, tôlier. Djouadi Lakhdar, avocat. Ben Ali Meziane, menuisier. Despetit Jules, mécanicien. Sifaoui Ahmed, cheminot. (in : Lutte sociale, 4 avril 1925).
<b>1925 – 2 Juillet</b>	Parution du premier journal de Ben Badis « <i>Al Muntaqid</i> ».
<b>1925 – Septembre</b>	Grève des T.O. (Transports d'Oran) « tous les grévistes sont congédiés » (in : V.O. 18 septembre 1925).
<b>1925 – 22 octobre</b>	Interdiction d'Al Muntaqid à la suite d'articles favorables aux combattants rifains.

<b>1925 – octobre</b>	Grève et manifestations de solidarité avec les combattants riffsains. Elles ont entraîné une violente répression. Il y eut 351 arrestations ; 137 ont été condamnés. Le total des condamnations s’est élevé à 46 années de prison et 62.000 francs d’amende.
<b>1925 – 26 Novembre</b>	Le numéro d’ <i>Echihab</i> lance "un appel aux lettrés réformistes". Ce qui constitue l’acte de naissance de l’Association des Oulémas.
<b>1925</b>	Au cours de cette année, il y eut dans l’ancien département d’Alger 9 grèves comprenant 458 grévistes avec 5.297 journées de chômage.
<b>1926 – 1<sup>er</sup> Février</b>	Convocation des communistes de l’Union Intercoloniale pour l’adoption du principe de création dans l’Union Intercoloniale de sections indépendantes par colonie.
<b>1926 – 20 Mars</b>	Première réunion de l’Etoile Nord-Africaine en présence de Hadj Ali Abdelkader.
<b>1926 – 14 Juillet</b>	Premier meeting de l’ENA au 33 rue de la Grange-aux-Belles (siège de la CGTU) : 350 participants.
<b>1926 - Juillet</b>	Banquet offert par l’ENA aux étudiants nord-africains résidant à Paris, Habib Bourguiba prend la parole au nom des étudiants.
<b>1926 – 4 Août</b>	Loi foncière : la procédure d’enquête d’ensemble peut être décidée par le délégué général, soit d’office, soit sur la demande des intéressés.
<b>1926 – 7 Octobre</b>	Réunion de l’ENA sous la présidence d’honneur de l’Emir Khaled.
<b>1926 – 10 octobre</b>	Assemblée générale organisée par l’ENA à l’intention des restaurateurs, commerçants, notables nord-africains résidant à Paris.
<b>1926</b>	Au cours de cette année il y eut dans l’ancien département d’Alger 18 grèves comprenant 1.114 grévistes avec 6.998 journées de chômage.
<b>1927 – 10, 15 Février</b>	Participation de l’ENA au congrès anti-impérialiste de Bruxelles. Le représentant de l’ENA est Messali Hadj.
<b>1927 – Juin</b>	Edition du journal <i>Ar’Rayat El Hamra</i> qui tire à 15.000 exemplaires.
<b>1927 – Juillet</b>	Le cercle du « Progrès » est fondé à Alger. Ce cercle est en même temps un café, et un salon littéraire. Il est devenu un centre de diffusion des idées réformistes.
<b>1927 – 17 Août</b>	VI Congrès Mondial de l’Internationale Communiste : Intervention du délégué algérien Abderrahman. Il fait l’historique de la Fédération Algérienne du PCF. Il termine son intervention en énumérant les tâches que s’est fixé le Parti : 1. Vers un véritable parti communiste par sa composition et par son travail. 2. Orienter l’activité vers les paysans et les ouvriers agricoles. 3. Pour l’amélioration de la composition nationale des syndicats en se penchant beaucoup plus vers les indigènes.
<b>1927 – 11 Septembre</b>	Assemblée constitutive à Alger de la « <i>Fédération des élus indigènes d’Algérie</i> » en présence de 150 élus.
<b>1927 – Octobre</b>	La ligue anti-impérialiste envoie 80 représentants en Russie à l’occasion des fêtes de la commémoration de la Révolution d’Octobre parmi eus l’Emir Khaled.
<b>1927 – 10 octobre</b>	Réunion du Comité Central de l’ENA pour l’organisation d’un meeting de protestation contre l’arrivée de la délégation des élus à Paris.

<b>1927 – Décembre</b>	Création à Paris de l'Association des Etudiants Nord Africains (AEMNA)
<b>1928 – 22 Marx</b>	Réunion du comité Central de l'ENA, lecture d'une lettre de l'Emir Khaled qui accepte de participer aux travaux de l'ENA.
<b>1928 – 9 Septembre</b>	Congrès de l'Union Régionale CGTU d'Alger.
<b>1928</b>	Publication du volume 1 de l' <i>Histoire ancienne et moderne de l'Algérie</i> de M'barek-el-Mili.
<b>1928</b>	Les tracts de l'ENA (Etoile Nord Africaine) sont répandus en grand nombre en Algérie.
<b>1928</b>	Au cours de cette année, il y eut dans l'ancien département d'Alger, 20 grèves comprenant 1.800 grévistes avec 25.678 journées de chômage. Dans les deux autres départements nous avons les chiffres suivants :  Département d'Oran : 10 grèves et 2250 grévistes ; Département de Constantine : 9 grèves et 1.218 grévistes.
<b>1929 – 12 Janvier</b>	Réunion de l'ENA en présence de l'Emir Khaled.
<b>1929 – Janvier</b>	L'ENA compte 4.000 adhérents régulièrement inscrits. Son journal <i>Ikdam Nord-Africain</i> est de plus en plus lu dans beaucoup de régions d'Algérie.
<b>1929 – Janvier</b>	Grève d'une semaine des ouvriers boulangers de la ville d'Oran.  Les grévistes étaient au nombre de 348.
<b>1929 – 18 Janvier</b>	Arrêté du Ministre de l'Intérieur interdisant le journal en langue nationale « <i>Oued-Mzab</i> » ; d'où protestation de <i>Lutte sociale</i> qui écrit : la région algérienne du P.C. a fait distribuer dans les trois départements un tract par lequel elle engage les artisans et les commerçants indigènes touchés par l'interdiction de « l'Oued-Mzab » à répondre à ce coup de force par l'intensification de la lutte contre l'impérialisme et ses alliés socialistes et réformistes français, bourgeois indigènes et pour l'indépendance de l'Algérie ».  Et à propos de cette campagne le rapport mensuel du gouverneur général de l'Algérie note que « la campagne de protestation à laquelle a donné lieu l'interdiction du journal arabe l' »Oued-Mzab » a revêtu dans le département de Constantine un caractère particulièrement actif. Non seulement les tracts du P.C. y ont été répandus, mais des lettres, pétitions et dépêches télégraphiques conçues dans les termes les plus vifs m'ont été directement adressés par plusieurs indigènes de ce département » (in : archives de France 7. 13.170).
<b>1929 – 17 au 28 Janvier</b>	Grèves des ouvriers du service de nettoyage d'Oran. Les soldats ont été réquisitionnés pour remplacer les éboueurs.
<b>1929 – 24, 25 Mars</b>	Conférence de la Région Algérienne du PCF en présence de 15 délégués des trois départements. Dans la résolution adoptée, il a été convenu qu'on « s'orienterait plus que jamais vers la conquête des masses indigènes principalement en les poussant vers l'organisation syndicale et révolutionnaire en créant des syndicats ouvriers agricoles et en appelant les indigènes aux postes de direction ». (in : ANF F 7 13.170).
<b>1929 – 29 Mai au 13 Juin</b>	Les dockers d'Oran, d'Arzew, de Beni-Saf, de Mostaganem, au nombre de 3.000, se sont mis en grève.

<b>1929 – 20 au 31 Juillet</b>	II <sup>e</sup> Congrès anti-impérialiste de Franckfurt en présence de 300 délégués. Il s'est tenu sous la présidence d'honneur de Einstein, de Madame Sun Yat Sen, de Barbusse, de Gorki, Benali Boukort représentait l'Algérie.
<b>1929 – 20 Novembre</b>	Dissolution de l'ENA (Etoile Nord Africaine) pour atteinte à l'intégrité du territoire national.
<b>1929 - Décembre</b>	Un tract édité par la CGTU est distribué à Alger, Annaba, Bejaia, Batna à l'occasion des événements de Palestine. Il se termine par les slogans suivants : "A bas le sionisme ! Vive l'indépendance des pays arabes opprimés !
<b>1929</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger, 22 grèves comprenant 2.210 grévistes avec 27.370 journées de chômage.  Dans les deux autres départements nous avons les chiffres suivants :  Département d'Oran : 14 grèves et 3.888 grévistes.  Département de Constantine : 13 grèves et 1.720 grévistes.
<b>1930 – Février</b>	Parution d'un nouveau journal l' « <i>Algérie ouvrière</i> » : Organe de l'Union Régionale des syndicats Unitaires. Il tire à 5.000 exemplaires.
<b>1930 – Février</b>	Pétition de l'ENA à la Société des Nations contre la célébration du Centenaire de la Conquête de l'Algérie.
<b>1930 – Février</b>	Marouf Mohamed ancien responsable de l'ENA et membre du PC est arrêté à son retour de France : « <i>pour s'être livré pendant son séjour en métropole à des actes d'hostilité contre la souveraineté française</i> » (Archives de France série F7...).
<b>1930 – Avril</b>	A l'occasion de la préparation des fêtes du Centenaire des affiches et des tracts du PC, de la CGTU, du SRI sont diffusés. Les termes employés sont les suivants : « <i>travailleurs indigènes et européens élevez une protestation vigoureuse à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai ... Manifestez votre volonté pour la convocation d'une assemblée nationale populaire, premier pas vers un gouvernement ouvrier et paysan</i> ». (in Archives de France série F7...).
<b>1930 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Le 1 <sup>er</sup> mai de cette année a coïncidé avec les fêtes du centenaire. Les travailleurs ont réagi violemment. Des affiches ont été collées à Alger et dans plusieurs villes du département : « <i>certaines affiches étaient illustrées de gravures multicolores. Sur quelques unes et même quelques uns des tracts le texte français était suivi d'un texte en arabe. Dans les termes employés on trouvait des phrases comme celles-ci</i> » <i>travailleurs indigènes et européens élevez une protestation vigoureuse à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai ... Manifestez votre volonté pour la convocation d'une Assemblée Nationale Populaire, premier pas vers un gouvernement ouvrier et paysan. Travailleurs... dressez-vous contre la tromperie du Centenaire de l'Algérie... Debout pour l'indépendance des peuples coloniaux</i> ». (in : Archives de France série F7...).
<b>1930 – 20 Juin</b>	Constitution de la Fédération des Elus du Constantinois.
<b>1930 – Juin</b>	Congrès des ouvriers arabes en présence de 80 délégués dont 69 algériens. Le congrès adopte un « <i>Manifeste aux ouvriers arabes d'Algérie et lance le mot d'ordre de la création d'une CGT algérienne</i> » (CGTA). Ce congrès adopte une résolution qui appelle à <i>Lutter pour l'indépendance de l'Algérie</i> ». Une commission exécutive est mise en place.
<b>1930-</b>	Parution du journal « <i>El Ouma</i> » de l'ENA.

<b>Octobre</b>	
<b>1930 – Août</b>	Benbadis fait une longue tournée d'explication à travers tout l'est algérien.
<b>1930</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 4 grèves avec la participation de 391 grévistes qui ont entraîné 2.748 journées de chômage. Pour les deux autres départements nous avons les chiffres suivants : Département d'Oran : 3 grèves. Département de Constantine : 1 grève.
<b>1931 – 5 Mai</b>	Constitution de l'Association des Oulémaq d'Algérie. L'Assemblée constitutive a regroupé 72 personnes. Le Comité Directeur est composé des noms suivants : Abdelhamid Benbadis                      Président. Bachir Ibrahimi                              Vice-Président. Lamine Lamoudi                              Secrétaire Général. Tayeb El-Okbi                                Secrétaire Général Adjoint. M'Barek El Mili                              Trésorier . Ibrahim Bayyoud                              Trésorier Adjoint.
<b>1931 – 15 mai</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Mascara.
<b>1931 – 6 Juin</b>	Reconstitution de l'Etoile Nord Africaine avec : Hadj Ali Abdelkader                      Président. Marouf Mohamed                              Secrétaire Général. Ali Menouer Abdelaziz                      Assesseur. Beghoui                                        Assesseur. Si Djilani                                        Assesseur. (in : Archives de la Police Vè arrondissement).
<b>1931</b>	Au cours de cette année des grèves ont été enregistrées à travers tout le pays. Elles se répartissent de la façon suivante : Département d'Alger : 3 grèves et 675 grévistes. Département d'Oran : 4 grèves et 725 grévistes. Département de Constantine : 4 grèves et 241 grévistes.
<b>1932 - 10 Avril</b>	Tirage du numéro 1 du journal El-Amel.
<b>1932 – 3, 10 Mai</b>	Grève des ouvriers sandaliers d'Oran.
<b>1932 – Août</b>	IIè Congrès de l'AEMNA à Alger.
<b>1932 – Décembre</b>	La crise économique de 1929 atteint l'Algérie. <i>"Dans les Médina, personne ne travaille : babouchiers, cordonniers, brodeurs, tous n'ont rien à faire, tous se promènent dans les rues offrant ainsi le triste spectacle du chômage et de ses tristes conséquences"</i> . (in Echo d'Oran).
<b>1932</b>	<i>Ech-Chihab</i> appelle à boycotter les marchandises sionistes : « en leur achetant nous aidons les juifs à reconstituer leur patrie et à mettre la main sur la Mosquée de

	<i>Jérusalem</i> ».
<b>1932</b>	Aucune grève n'a été enregistrée dans le département d'Alger. Il faut sans doute considérer le fait comme une conséquence de la situation économique qui invite les salariés à accepter l'état des choses actuelles.
<b>1933 – 16 Février</b>	Circulaire « Michel » qui enjoignit aux autorités locales de surveiller de très près l'action des « agents communistes » et « réformistes » suspects de « <i>chercher à atteindre la cause française</i> ». Cette circulaire Michel avait pour effet : 1. L'Interdiction des mosquées dites officielles aux prédicateurs réformistes. 2. La surveillance des divers agents de la propagande réformiste. 3. Ces mesures se traduisirent par de nombreuses fermetures d'école coraniques.
<b>1933 – 2 Mars</b>	Arrêté préfectoral décidant que seuls les agents officiels reconnus et émargeant au budget avaient le droit de prendre la parole dans les Mosquées de l'Etat. Le lendemain manifestation qui rassembla un millier de personnes devant la Grande Mosquée d'Alger.
<b>1933 -7 Mars</b>	<i>« Le 7 mars, les dirigeants communistes se sont rendus à l'Arba où le marché devait avoir lieu le lendemain. Ils avaient la certitude de rencontrer non seulement les indigènes de l'endroit mais aussi un grand nombre d'indigènes des villages environnants. Comme ils s'obstinaient à vouloir tenir une réunion à la Mairie malgré le refus du maire de mettre une salle à leur disposition ils cherchaient à alerter la multitude d'indigènes qui stationnait et vociférait dans la rue. Ola police et la gendarmerie, en prévision de graves évènements qui auraient pu se produire, sont intervenus et ont opéré plusieurs arrestations » (in : Archives de France série F7)....</i>
<b>1933 - Mars</b>	Un millier d'algérois manifestent dans la rue : <i>« Plusieurs centaine d'indigènes... sont venus d'un peu partout avec femmes et enfants..., se sont présentés en masse devant la Mairie aux heures de séance du Conseil Municipal pour protester. Mais la police était chaque fois intervenue » (in : Archives de France série F7...).</i>
<b>1933 - Mars</b>	3.000 tlemcenien manifestent dans la rue contre le Cadi.
<b>1933 – Mai</b>	Maurice Thorez en visite en Algérie se rend à l'Arba : <i>« 400 indigènes environ, probablement convoqués à l'avance, et qui l'attendaient dans une rue de la ville, lui ont remis à son arrivée des feuilles de commandement et d'assignation et des états de frais de justice ».</i> (in : Archives de France série F7).
<b>1933 – 17 Mai</b>	Constitution du Parti Nationaliste Révolutionnaire dont la tâche essentielle est la <i>« libération de l'Algérie et de l'Afrique du Nord du joug de l'impérialisme français ».</i>
<b>1933 – 18, 19, 20 Mai</b>	Pour faire face aux conséquences de la crise économique de 1929 se tient à Paris une conférence du « Commerce colonial » pour essayer de trouver une solution « française » à la crise.  Tous les rapports de cette conférence ont été établis par des commerçants ou des industriels de la Métropole qui avaient pour mission d'exposer leurs besoins ainsi que les voies et moyens de les satisfaire.  Dans le « rapport sur la main d'œuvre indigène présenté à la conférence, les dangers de prolétarianisation des masses indigènes des colonies sont soulignés :  <i>« Il n'est nullement souhaitable à cette heure, où n'existe entre la Métropole et la colonie aucune harmonisation des moyens de production et des échanges, de voir s'édifier dans nos fédérations d'outre-mer une vie industrielle et prolétarienne à tout le moins prématurée » (in : Archives de la Chambre de commerce d'Alger – dossier conférence du commerce colonial).</i>

<b>1933 – 17 Juin</b>	Déplacement d'une délégation des élus algériens à Paris. Les ministres refusent de la recevoir.
<b>1933-26 Novembre</b>	Manifestation des petits colons à Constantine au nombre de 3.000 environ contre la mévente du blé.
<b>1933</b>	Reprise du mouvement de grèves. Il a été enregistré au cours de cette année et à travers tout le pays 12 grèves. Celles-ci ont touché particulièrement le secteur du bâtiment.
<b>1934 – 12 Février</b>	Manifestations anti-fascistes organisées par le PC et la CGTU à Alger : 15.000 manifestants dont 5.000 Algériens y prennent part. le mot d'ordre de l'indépendance figurait dans les slogans. Il y a un début d'émeute à la Casbah.
<b>1934 – 24 Février</b>	Le Gouvernement Général Carde institue : « <i>une Commission Spéciale</i> » chargée de donner au Gouverneur Général ses suggestions et son avis sur les améliorations qu'il serait opportun d'apporter à la condition matérielle et morale des indigènes de l'Algérie. Cette commission fut installée le 17 avril 1934, elle n'a par la suite jamais siégé.
<b>1934 – Mars</b>	Un tract en arabe du Parti Nationaliste Révolutionnaire circule à Alger intitulé : « <i>Appel aux Musulmans d'Algérie</i> ». il se termine comme suit : « <i>Frères Musulmans, organisez-vous et formez des rangs massifs et fermement décidés à la lutte pour la libération de notre pays de l'esclavage auquel le soumet l'impérialisme français</i> ». (in : Archives de France série F7...).
<b>1934 – Fin Avril</b>	La Conférence Régionale du Parti Communiste se tient à Kouba. Le comité régional est composé de 11 membres dont 6 Algériens. Le Bureau régional a 7 membres dont 5 Algériens. Le secrétaire est Benali Boukort.
<b>1934 – 12 Mai</b>	Une manifestation qui a rassemblé environ 5.000 personnes se déroule à Tlemcen pour manifester sa désapprobation aux atteintes religieuses. Plusieurs autres villes connaissent au cours de cette même année des manifestations identiques : Constantine 10.000 manifestants ; Jijel et Biskra : 6.000 ; Guelma et Skikda : 4.000 ; Ghazaouet, Sidi Bel Abbès, Souk-Ahras.  A Annaba, Abdellah ouvrier typographe membre du PC d'Algérie a été l'un des orateurs au meeting de protestation.
<b>1934 – Juillet</b>	L'ENA décide la modification de son appellation et devient : « <i>Glorieuse Etoile Nord-Africaine</i> ».
<b>1934 – 3, 4, 5 Août</b>	Emeutes anti-juives à Constantine provoquées par la droite européenne fascisante.
<b>1934 – 5 Novembre</b>	Messali Hadj est arrêté et condamné à 6 mois de prison et 2000 francs d'amende.
<b>1934 – 16 Décembre</b>	Premier Congrès de la Section Algérienne du Secours Rouge International (SRI) qui s'est fixé les tâches suivantes :  1- Une lutte permanente contre le Code de l'indigénat.  2- Lutte contre la terreur en Espagne et soutien effectif aux réfugiés politiques en France et en Algérie.  Ce Congrès fut l'occasion d'un vaste rassemblement antifasciste puisque les délégués présents de l'ENA y adhérèrent.

<b>1934</b>	5.000 travailleurs du bâtiment à Oran se mettent en grève. Toute la population oranaise fut mise à contribution pour soutenir les grévistes qui reçurent des vivres. A la suite de cette grève un syndicat C.G.T.U. est constitué avec 2.000 membres dont 1.500 Algériens.
<b>1934</b>	D'après les différentes sources d'information il y eut au cours de cette année 10 grèves pour l'Algérie entière ; en dehors de celle du 12 Février. Quatre grèves ont eu lieu dans le département d'Oran ; quatre dans celui d'Alger avec la participation de 635 grévistes et 3.687 journées de chômage, et deux dans celui de Constantine dont une grève d'ouvriers agricoles qui a duré 10 jours.
<b>1935 – 5 Janvier</b>	Conférence du rayon d'Alger du P.C. en présence de 50 délégués dont 11 Algériens.
<b>1935 – 17 Janvier</b>	3.000 chômeurs manifestent à Alger devant la mairie et le gouvernement général. Echauffourée avec la police, il y eut des arrestations.
<b>1935 – 25 Janvier</b>	Benali Boukort est condamné en vertu de la Circulaire Michel à 2 ans de déportation à Béni-Abbès.
<b>1935 – 6 Février</b>	Après la dissolution de l'ENA constitution d'une nouvelle association : l'« <i>Union Nationale des Musulmans Nord-Africains</i> » qui avait conservé le même symbole de l'ENA : le Croissant et l'Etoile.
<b>1935 – 14,16 Mars</b>	Visite en Algérie du Ministre de l'Intérieur Régnier. Chekiken fut chargé de faire un exposé au Ministre au nom des Elus Musulmans.
<b>1935 – 21,22 Mars</b>	L'interpellation de Violette au Sénat sur les problèmes algériens tourne court. Violette retire son projet de loi qui octroyait des droits politiques à une minorité d'Algériens.
<b>1935 – 5 Avril</b>	Promulgation du décret Régnier réprimant les manifestations contre la souveraineté française, la résistance active ou passive contre l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique. Ce décret a fait les beaux jours des gendarmes et gardes-champêtres. Il renforce l'arsenal des lois répressives.
<b>1935 – 17 Avril</b>	Congrès de l'Association des Savants Religieux Musulmans Algériens et des chefs de zaouias, organisation rivale des Oulémas.
<b>1935 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Messali Hadj est libéré de prison. Il se réfugie en Suisse qu'il quitte en novembre 1935.
<b>1935 – 12 Mai</b>	Victoire de la droite européenne fascisante aux élections municipales d'Alger.
<b>1935 – 10 Juin</b>	Le colonel De La Rocque passe en revue plus de 10.000 militants : « <i>Croix de Feu</i> » dans la plaine de Oued-Smar.
<b>1935 – 15 Juin</b>	Effectif de la Région Algérienne du PCF. Alger ... .. 231 adhérents dont 71 algériens. Oran ... .. 188 adhérents dont 18 algériens. Constantine ... .. 35 adhérents dont 2 algériens. Effectif de la Jeunesse Communiste. Alger ... .. 61 adhérents dont 19 algériens. Oran ... .. 188 adhérents dont 18 algériens. Constantine ... .. 58 adhérents dont 28 algériens.

	(Archives inédites).
<b>1935 – 14 Juillet</b>	A Alger grandes manifestations du Rassemblement populaire. Le serment du Front Populaire de lutter pour le Pain, la Paix, la Liberté est prononcé, l'ENA participe au Comité du rassemblement Populaire et au défilé du 14 Juillet.
<b>1935 – 26 Juillet, 30 Septembre</b>	VII <sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Deux délégués algériens prennent part aux travaux : Badi Mohamed et Ouyzegane Amar. La ligne du Front Populaire est adoptée par les partis communistes du monde entier.
<b>1935 – 23 Août</b>	Premier numéro de l' « <i>Entente Franco-Musulmane</i> » organe hebdomadaire de la Fédération des Elus du département de Constantine.
<b>1935 – 6, 7, 8, 9, 10 Septembre</b>	V <sup>e</sup> Congrès des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord : AEMNA.
<b>1935 – 15, 16, 17, Septembre</b>	1 <sup>er</sup> Congrès de l'Association des Oulémas d'Algérie : « <i>Ce congrès clôt solennellement une période de six ans d'évolution, et fournit l'occasion d'un bilan. Il semble que le résultat positif de ce Congrès ait provoqué une prise de conscience, chez les réformistes, de leur profond enracinement dans le pays et de leur importante influence sur les masses</i> ». (in : A. Merad).
<b>1935 – Octobre</b>	Messali hadj est poursuivi à nouveau par les tribunaux. Il se réfugie à Genève auprès de Chakib Arslan.
<b>1935 – 29 Décembre</b>	Premier numéro d' « <i>El Bassair</i> » hebdomadaire en langue nationale.
<b>1935 –</b>	L'hostilité au système colonial était profond chez les masses algériennes. Elle apparaît à chaque occasion. Voici à titre d'exemple comment CR Ageron décrit une campagne électorale :  « <i>malgré l'étroitesse du corps électoral, ces élections (celles de 1934-1935...) révélant dans le département de Constantine la désaffection des populations pour ne pas dire leur hostilité.</i>  <i>Le scrutin avait pris parfois l'allure d'une manifestation raciale</i> » : la foule des électeurs se précipitait en hurlant : « <i>en avant pour Dieu contre les idolâtres</i> ».  Ailleurs de longues files d'électeurs s'approchaient en psalmodiant des invocations que la discipline du rythme rend encore plus sinistre. Des mots d'ordre avaient circulé affirmant que « <i>Voter pour les candidats de l'administration c'était voter pour les juifs</i> ».  Les rapports des administrateurs des CM étaient des plus pessimistes. Les Caïds ne pouvaient plus parcourir leur circonscription qu'accompagnés d'une escorte armée... des gendarmes étaient attaqués au cours de leurs tournées. Des bruits de « <i>libération prochaine</i> » naissaient dans les masses rurales (in : CR Ageron...).
<b>1935</b>	Au cours de cette année il a été enregistré pour toute l'Algérie 25 grèves.  Le département de Constantine contrairement aux années précédentes occupe une place dominante avec 15 grèves. Le secteur du bâtiment a connu 17 grèves sur les 25. Les Algériens restent à l'avant-garde du mouvement gréviste.
<b>1936 – 3 Janvier</b>	Appel de Abdelhamid Benbadis pour la tenue d'un Congrès regroupant toutes les personnalités et forces politiques : « <i>fixation du statut politique du musulman</i>

	<p><i>algérien, question vitale qui doit être discutée et définitivement réglée non par un seul homme quelles que soient sa valeur et son autorité, ni par un seul groupement, quels que soient son prestige et son influence sur les masses, mais par tous les représentants, tous les dirigeants de l'opinion musulmane : hommes politiques, oulémas, élus, magistrats musulmans, professeurs, instituteurs, etc.</i></p> <p><i>Il est donc indispensable qu'un Congrès se réunisse de toute urgence dans la Capitale ou ailleurs et qu'un large débat soit institué et clôturé par la formule fixant pour toujours du point de vue politique, le sort de six millions d'êtres humains.</i></p> <p>(in : La Défense...)</p>
<b>1936 – 9 Janvier</b>	<p>L'Emir Khaled se meurt à Damas. Lamine Lamoudi écrit dans <i>La Défense</i> : <i>L'Algérie musulmane pleure en lui le Chevalier, le Militant, dont le grand nom reste étonnamment lié à ce mouvement « Jeune Algérien ».</i></p> <p>Benbadis de son côté rend hommage à ce « <i>Chef glorieux, le patriote de haute envergure, l'homme illustre, le petit-fils du Sultan de l'Algérie, gloire des soldats du djihad</i> ».</p> <p><i>Lutte Sociale</i> quant à elle rendit hommage au « <i>grand chef nationaliste</i> ».</p> <p>Le Parti Communiste édita des cartes postales avec son effigie et baptisa ses cercles « <i>Cercles Emir Khaled</i> ».</p>
<b>1936 - Janvier</b>	L'Étoile Nord Africaine adhère au Front Populaire.
<b>1936 – 23 Février</b>	Déclaration de Ferhat Abbas : « <i>La France c'est moi</i> ». <i>Si j'avais découvert la nation algérienne je serai nationaliste... les hommes morts pour l'idéal patriotique sont journellement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur. Et pourtant je ne mourrai pas pour la « patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les morts et les vivants, j'ai visité les cimetières personne ne m'en a parlé</i> (in : La Défense).
<b>1936 – 12 Mars</b>	1.000 ouvriers tous Algériens manifestent dans la ville de Kouif. La police intervient : on y relève cinq blessés.
<b>1936</b>	Réponse de Benbadis à la déclaration de Ferhat Abbas : « <i>nous avons cherché dans l'histoire et dans le présent et nous avons constaté que la nation algérienne musulmane s'est transformée et existe, comme se sont formées toutes les nations de la terre. Cette nation a son histoire illustrée par les plus hauts faits, elle a son unité religieuse et linguistique, elle a sa culture, ses traditions et caractéristiques bonnes ou mauvaises comme c'est le cas de toute nation sur terre. Nous disons ensuite que cette nation algérienne n'est pas la France ; il est impossible qu'elle soit la France</i> ».
<b>1936 – 17 Mai</b>	La première assemblée régionale du Congrès Musulman se tient à Constantine. Le Comité issu de cette réunion lance l'appel suivant : « <i>nous faisons appel à tous les musulmans des départements algériens pour les inviter à suivre l'exemple de leurs frères constantinois et à fonder dans les principaux centres des comités identiques à celui qui vient d'être constitué à Constantine et qui comprend des élus de la ville ainsi que des délégués de toutes les couches sociales de la population</i> ».
<b>1936 – 25 Mai</b>	Manifestation de 3.000 chômeurs tous Algériens dans les rues de Sétif. Ils sont regroupés dans une association dont le Président est Lechadi et le Secrétaire Beddari Kouider. Une motion est adoptée par les manifestants.

<b>1936 – Mai – Juin</b>	Victoire électorale de la gauche et constitution du Gouvernement du Front Populaire.
<b>1936 – 7 Juin</b>	Premières assises du Congrès Musulman Algérien qui élabore une charte revendicative en trois points : <ul style="list-style-type: none"> <li>• revendications d’ordre administratif.</li> <li>• revendications à caractère économique et social.</li> <li>• revendications d’ordre politique.</li> </ul>
<b>1936 – 10 Juin</b>	Début de la vague de grèves avec occupation des usines. Grèves des ouvriers agricoles dans la Mitidja.
<b>1936 – 20 juin</b>	Loi instituant le congé annuel dans l’industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l’agriculture. Cette loi a été déclarée applicable à l’Algérie en vertu de l’article 3 de ce texte.
<b>1936 – 20 Juin</b>	Plan de revendications immédiates présenté par l’Etoile Nord Africaine au Ministère de l’Intérieur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• revendications politiques</li> <li>• revendications sociales</li> <li>• revendications administratives.</li> </ul>
<b>1936 – 24 Juin</b>	Loi sur les conventions collectives du travail et instituant des délégués élus du personnel.
<b>1936 – 3 Juillet</b>	Circulaire du Ministère du Travail constituant dans chaque département une commission paritaire de conciliation des conflits du travail.
<b>1936 – 14 Juillet</b>	A Alger grand défilé du Front Populaire avec une très forte participation d’algériens.
<b>1936 – 14 Juillet</b>	L’ENA participe au défilé organisé par le Front Populaire à Paris avec 40.000 nord-africains sous les mots d’ordre : « <i>Libérez l’Afrique du Nord</i> » « <i>Libérez la Syrie</i> » « <i>Libérez le monde arabe</i> ».
<b>1936 – Juillet</b>	Le développement des grèves, des manifestations, l’entrée des couches les plus larges dans les luttes effrayèrent la minorité européenne. La peur gagne les colons qui demandent des armes et une protection plus grande des pouvoirs publics.  Ch. Ageron cite ce rapport établi à la suite des grèves de Juin 1936 : « <i>Si les pouvoirs publics ne prennent pas toutes les dispositions énergiques préalables, nous taperons dans le tas si nous sommes dérangés dans nos vendanges</i> ».  Aubaud affirma au Sénat : « <i>Qu’à Mostaganem les grévistes avaient été tués par des bandes indigènes armées par le PSF</i> ».
<b>1936 – 2 Août</b>	Assassinat de Muphti Kahoul rue de la Lyre à Alger et meeting au stade municipal où Messali Hadj prend la parole pour dénoncer la charte du Congrès Musulman Algérien.
<b>1936 - 8 Août</b>	Arrestation de Cheikh El Okbi accusé d’avoir assassiné l’imam Kahoul.
<b>1936 – 9 Août</b>	A Alger grand meeting du rassemblement national (coalition des partis de droite et d’extrême-droite) au stade municipal avec 25.000 personnes.
<b>1936 – 15 Août</b>	Loi portant création de l’Office national interprofessionnel du blé.
<b>1936 – 17, 18+ Octobre</b>	Congrès constitutif du PCA en présence de 129 délégués représentant 5.000

	communistes. <sup>1</sup>
<b>1936 – 23 Décembre</b>	Dépôt sur le bureau de l'Assemblée Nationale du projet : " <i>Blum-Violette</i> ". Ce projet est combattu par la Fédération des Maires d'Algérie.
<b>1936</b>	D'après les déclarations du ministre de l'Intérieur à la tribune du Sénat : " <i>le nombre des grévistes atteignait pour toute l'Algérie en juin 1936 le chiffre de 36.000 contre 3500 en fin d'année</i> ».
<b>1937 – 2, 3 Janvier</b>	A Alger, premier Congrès de la Fédération du Parti Populaire Français (extrême-droite fascisante).
<b>1937 – 12 Janvier</b>	A Alger 2.000 élus musulmans réunis au Majestic appellent à soutenir le projet « <i>Blum-Violette</i> » ;
<b>1937 – 15 Janvier</b>	A Alger le Congrès des Maires de l'Algérie rejette le projet « <i>Blum-Violette</i> ».
<b>1937 – 15 Janvier</b>	Dissolution de l'ENA pour son action dirigée contre la France.
<b>1937 – 27 Février</b>	Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits du travail.
<b>1937 – 1<sup>er</sup> Mars</b>	Une Commission parlementaire est envoyée à Alger afin de procéder à une enquête d'environ 6 semaines sur la situation des Algériens.
<b>1937 – 9 Mars</b>	Grèves dans les mines du Djebel Kouif, répression ; 5 morts et plusieurs blessés.
<b>1937 – 11 Mars</b>	Constitution du Parti du Peuple Algérien (PPA. Son programme stipulait : « <i>Ni assimilation, ni séparation mais émancipation</i> ».  Imache Amar, ancien secrétaire général de l'ENA estime le programme du PPA en retrait sur celui de l'ENA et n'adhère pas au nouveau parti.
<b>1936 - 1937 – Hiver</b>	Sécheresse dans le Sud avec apparition à travers tout le pays de cas de typhus.
<b>1937 – 24 Avril</b>	Un des plus grands propriétaires fonciers de la région de Guelma se présente aux élections municipales au nom du PPA.
<b>1937 – 27 Juin</b>	Elections municipales qui marquent la victoire de la liste d'Union Populaire présentée apr le PCA et la montée du PPA qui recueille 10% des voix.
<b>1937 – 30 Juin</b>	Décret qui porte de 21 à 24 le nombre des membres de la section indigène des délégations financières. Le Congrès Musulman Algérien avait demandé la suppression de cette assemblée.
<b>1937 – Juin</b>	Messali Hadj transfère le siège du PPA en Algérie.
<b>1937 – 9, 10, 11, Juillet</b>	Les deuxièmes assises du Congrès Musulman se tiennent à Alger, la motion suivante est adoptée :  « <i>Le congrès rappelle l'urgence de la réalisation des revendications contenues dans la Charte du 7 Juin 1936 qui est un indispensable minimum.</i>  <i>Demande au peuple musulman de se tenir en état d'alerte.</i>

<sup>1</sup> 75 ème ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN <http://www.socialgerie.net/spip.php?article596>

	<i>Décide d'inviter les élus musulmans à tous les degrés à donner leur démission si le projet « Blum-Violette » n'est pas promulgué avant les élections cantonales de cette année ».</i>
<b>1937 – 14 Juillet</b>	Le PPA organise à Alger un important défilé avec les mots-d'ordre « <i>La Terre aux Fellahs</i> » « <i>Parlement Algérien</i> » « <i>Respectez l'Islam</i> » « <i>La langue Arabe Officielle</i> ».
<b>1937 – 27 Août</b>	Cinq membres du Comité Directeur du PPA dont Messali et Lahouel sont arrêtés pour avoir déclaré, en réunion publique, revendiquer l'indépendance. Ils sont condamnés le 4 Novembre à 1 et 2 ans de prison. En prison, ils doivent observer pour la première fois une grève de la faim de 10 jours pour arracher le bénéfice du régime politique.
<b>1937 – 29 Août</b>	Réunion du Comité Exécutif du Congrès Musulman qui prend une série de décisions. Démission immédiate des élus musulmans. Non collaboration des élus au sein des assemblées délibérantes à compter du 29 Août 1937. Centralisation des démissions dans les mains du Président des Elus des trois départements pour les élus fédérés et entre les mains du président du Congrès Musulman algérien pour les élus non fédérés. Radiation des élus membres du CMA qui ne se conformeraient pas à cette décision. Engagement du CNA à soutenir par tous les moyens en son pouvoir la réélection des élus du Congrès démissionnaires lesquels ne se représenteront qu'après réalisation des revendications et après avoir obtenu l'autorisation du Congrès.
<b>1937 – Août</b>	Constitution de la Fédération de Constantine du PPA.
<b>1937 – Août</b>	Un nouveau journal <i>Ech-Chaâb</i> est lancé par le PPA.
<b>1937 – 30 Septembre</b>	A l'appel du CMA le nombre d'élus démissionnaires atteint les chiffres suivants : - 2500 dans le département de Constantine ; - 150 dans le département d'Alger ; - Une dizaine dans le département d'Oran.
<b>1937 – 30 Septembre</b>	Inauguration de la Médersa Dar-El-Hadit à Tlemcen.
<b>1937 – 15 Octobre</b>	Aux élections cantonales, les candidats présentés par la Fédération des Elus sont triomphalement élus. Le scrutin révèle le succès grandissant du PPA qui a recueilli près de 6.000 voix à Alger.
<b>1937 – 30 Novembre</b>	A Alger, grève des commerçants de la Casbah à l'appel du PPA pour protester contre les condamnations frappant les leaders du PPA et du Néo-Destour tunisien.
<b>1938 – Janvier</b>	Définition du concept nationalité par le journal <i>El Oumma</i> « Notyre nationalité, c'est avant tout notre passé, notre histoire, nos mœurs, nos traditions, nos souvenirs de jeunesse, nos habitudes d'esprit, tout ce qui rentre dans la composition de notre moi et on ne peut pas vider notre nationalité de son contenu par un acte de volonté ». In « <i>El Oumma</i> » N° 59 Janvier 1938.
<b>1938 – 8 Février</b>	Le Congrès de la Fédération des Maires d'Algérie décide la démission collective de ses membres si le projet « <i>Blum-Violette</i> » est promulgué.
<b>1938 – 10 Février</b>	Toppin-Bichon président de la Fédération algérienne des commerçants détaillants s'oppose au nom de sa corporation aux mesures sociales prises par le Gouvernement

	<p>du Front Populaire : « <i>la semaine de quarante heures reste ce qu'elle a été à l'origine : mal conçue, mal appliquée, néfaste pour tout dire</i> »</p> <p>Quant aux grèves il en donne l'avis suivant :</p> <p>« <i>Pour les motifs les plus futiles, les ouvriers cessent maintenant le travail... Il en est de même quand les dockers de Marseille ou d'Alger arrêtant le travail suspendent totalement nos exportations et n'assurent plus nos relations avec la Métropole. C'est là un acte criminel</i> » (In : Journal du Commerce : 10 Février 1938).</p>
<b>1938 – 8 Mars</b>	Décret édictant les pénalités assez sévères contre les maîtres qui ouvraient des écoles sans autorisation. Benbadis voyait dans ce décret « <i>La date la plus funeste de l'histoire de l'Islam en Algérie</i> ».
<b>1938 – 12 Mars</b>	La PPA tient sa première assemblée générale à Paris.
<b>1938 – 18 Mai</b>	La « <i>Défense</i> » dénonce le Front Populaire comme un régime injuste envers les Algériens.
<b>1938 – Mai</b>	<p>Pendant toute la période coloniale, les colons d'Algérie ont vécu dans la peur d'une insurrection. Ils n'ont jamais cru à leur intégration même s'ils ont crié « Algérie Française » et ont appelé à une « Fraternisation ». exemple ce dialogue que nous rapporte un journal au lendemain des grandes grèves de 1936.</p> <p>« <i>Dans la commune de Vialar, me dit un colon, commune mixte de plein exercice, nous sommes un millier de Français environ pour 42.000 indigènes auxquels s'agglutinent quelques 75.000 nomades. La force publique est à trois bonnes heures de camion et les fils téléphoniques se coupent aisément comme vous savez. S'il y avait un coup dur, nous y passerions tous en un clin d'œil.</i></p> <p>« <i>Il n'y a tout de même pas de raison pour en arriver là.</i></p> <p><i>Croyez-vous ? ces populations n'ont rien de commun avec celles de la c)ote. Elles sont beaucoup plus nerveuses, influençables, mobiles.</i></p> <p>« <i>mais sont-elles plus agitées maintenant ?</i></p> <p>« <i>Certainement. Le projet « Blum-Violette » et autres stupidités ne se traduisent pas ici par des discussions de doctrine ou d'école...</i></p> <p>« <i>Les idéologies distillées par nos politiciens, les discussions de principes qu'elles soulèvent, les brouilles entre français qu'elles engendrent, tout cela se traduit par le sentiment de notre faiblesse et un doute quant à la légitimité de notre action et de notre œuvre de présence</i> ». (In : Je suis partout, 20 Mai 1938).</p>
<b>1938 – Septembre</b>	Ferhat Abbas crée « l'Union Populaire Algérienne » pour la reconquête des droits de l'homme et du citoyen.
<b>1938 – Septembre</b>	Démission de Cheikh El-Olbi du Conseil d'Administration de l'Association des Oulémas.
<b>1938 – 27 Novembre</b>	A Alger élections municipales, à titre algérien Boumendjel et Mohamed Abbas, soutenus par le PPA, sont élus " <i>La stérile lutte d'influence qui opposaient entre elles depuis des années les familles bourgeoises...fut mise pour la première fois en échec et balayée de la scène publique. Le peuple de la Casbah tourna le dos à la politique des "Grandes Familles".</i>